

MONSIEUR PARIZEAU : IL FAUT DIRE NON À LA PEUR, MAIS OUI AU RÉALISME

Jean-Pierre Aubry est fellow associé au Cirano et François Delorme enseigne l'économie à l'Université de Sherbrooke

Dans une très récente entrevue télévisée à RDI, Jacques Parizeau affirmait que la situation budgétaire du Gouvernement du Québec était relativement bonne et qu'il fallait cesser de se faire des peurs avec les déficits budgétaires, la dette du Québec et les conséquences appréhendées du vieillissement de la population du Québec. Monsieur Parizeau mentionnait également dans cette entrevue que c'est surtout la faible productivité au Québec qui pose un risque sérieux à la croissance économique du Québec.

En réalité, la croissance des emplois sera relativement faible en raison du vieillissement de la population et il sera donc difficile d'avoir au Québec un taux de croissance du PIB nominal qui dépasse les 3%.¹ Ces taux sont beaucoup plus faibles que ceux enregistrés dans les trois dernières décennies. Dans de telles conditions, il sera difficile de maintenir le niveau des services du gouvernement, notamment dans le secteur de la santé. Monsieur Parizeau affirmait que ce n'était qu'une question de temps avant que le rythme de la croissance ne revienne à sa vitesse de croisière.

Il est faux de croire qu'il sera plus facile de maintenir le niveau de ces services parce que plusieurs pays développés et d'autres provinces canadiennes auront des problèmes similaires. Au contraire, cela risque de rendre notre situation encore plus difficile parce que la croissance de la demande en provenance de ces pays qui importent des biens et des services du Québec, sera plus faible.

Monsieur Parizeau ne semble accorder que peu d'importance au fait que la dette du Québec ait augmenté pour financer les infrastructures collectives, car ces dépenses sont considérées des investissements productifs. Il a en partie raison. Cependant, ces investissements ne permettent en grande partie que de remplacer un parc d'infrastructures et d'équipements qui s'effondrent ou qui ne fonctionnent plus (remplacement de tuyaux d'égouts et d'aqueduc, remplacement de l'échangeur Turcot, remplacement des voitures du métro de Montréal...). Idéalement, on aurait dû mettre de côté des sommes d'argent pour faire ces travaux sans augmenter la dette brute du

¹ Les auteurs de l'étude publiée par le CIRANO (N.-J. Clavet, J.-Y. Duclos, B. Fortin et S. Marchand et P.-C. Michaud), qui prévoient une forte hausse des dépenses en santé à long terme du Québec, ont utilisé un taux de croissance de 1,2% et de 3,2 % respectivement pour le PIB en dollars constants et nominal. Voir <http://www.cirano.qc.ca/pdf/publication/2013s-45.pdf>

Québec. Il est fort probable que les prochaines vagues de remplacement devront être financées encore une fois par une hausse du niveau d'endettement de la province.

Ajoutons à cela les déficits actuariels des régimes de retraite, des entités pour lesquelles le gouvernement est directement ou indirectement responsable, les engagements financiers pris envers les municipalités qui ne sont pas inclus dans la dette du gouvernement et les nombreuses mesures prises par le gouvernement fédéral pour limiter la croissance de ses transferts aux provinces.

Tout cela fait en sorte que, contrairement à ce qu'affirme Monsieur Parizeau, nous pensons que la situation financière du gouvernement du Québec est très sérieuse, que la marge de manœuvre est mince et qu'il faudra la gérer avec une grande prudence et beaucoup de réalisme.

Un premier pas serait d'intégrer le cadre budgétaire de cinq ans du gouvernement dans des projections à long terme qui nous aideraient à prendre la mesure des contraintes que nous impose le vieillissement de la population et à décider des correctifs à prendre dès maintenant pour ne pas frapper un mur dans 10 ou 20 ans.

C'est cette simple logique que nous appliquons à nos infrastructures collectives. Comme nous l'affirmions tout récemment, si la croissance économique est moindre à moyen et à long terme, il faut commencer dès maintenant à en tenir compte.²

Ça, ce n'est pas de « se faire des peurs », mais c'est agir prudemment et avec réalisme. C'est tout simplement faire preuve de bonne gestion.

² J.-P. Aubry et F. Delorme, Monsieur Marceau: Et si les revenus n'étaient plus au rendez-vous?, http://www.economistesquebecois.com/programmes_et_activites/comite_des_politiques_publicques/textes_des_membres_du_comite